

Jennifer MARCHAND
Maître de Conférences en droit public
Centre Michel de l'Hospital
École de droit, Université d'Auvergne
jennifer.marchand@udamail.fr

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

- 2012 DOCTORAT EN DROIT PUBLIC**, Faculté de droit de l'Université de Toulouse 1 – Capitole
L'appartenance publique. Recherche sur le régime des actions et participations financières publiques, dirigée par le Professeur **L. RAPP** (Univ. de Toulouse 1 - Capitole).
Thèse soutenue le 23 novembre 2012 devant un jury présidé par le Professeur **G. KALFLECHE** (Univ. Toulouse 1 - Capitole) et composé du Professeur **S. NICINSKI** (Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne), rapporteur, du Professeur **J.-B. AUBY** (Sciences Po Paris, Directeur de la Chaire Mutations de l'Action publique et du droit public), rapporteur.
Mention très honorable avec félicitations du jury, autorisation de publication en l'état et proposition pour un prix de thèse.
- 2006 MASTER 2 DROIT PUBLIC DES AFFAIRES**, mention Bien, *major de promotion*, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2005 DESS ADMINISTRATION LOCALE**, mention Bien, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2003 LICENCE DROIT**, mention Bien, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2000 BACCALAURÉAT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**, mention Bien, Lycée Ozenne, Toulouse.

SITUATION STATUTAIRE ET ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- 2015 **Maître de Conférences en droit public**, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand 1
- 2013-2014 **Enseignant chercheur (contrat postdoctoral)**, Université Toulouse 1 Capitole
- 2011- 2012 **Vacataire** auprès de l'Institut d'études judiciaires, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2009-2011 **A.T.E.R**, Université Toulouse 1 Capitole.
- 2006-2009 **Allocataire de recherche**, Université Toulouse 1 Capitole.

Activités d'enseignement

- Droit public économique (Master 1), Université d'Auvergne (2015-2016)
- Droit du service public (Master 1), Université d'Auvergne (2015-2016)
- Droit de l'urbanisme (Master 1), Université d'Auvergne (2015-2016)
- Droit de l'urbanisme (Master 2), Université d'Auvergne (2015-2016)
- Note de Synthèse, IMAJ, Université d'Auvergne (2015-2016)
- Conférences de méthode Théorie et droit de la décentralisation (Master 1), Université Toulouse 1 Capitole (2013-2014)
- Conférences de méthode Aménagement du territoire (Master 1), Université Toulouse 1 Capitole (2013-2014)
- Conférences de méthode Droit public des affaires (Master 2), Université Toulouse 1 Capitole (2009-2011)
- TD de Droit constitutionnel (Licence 1), Université Toulouse 1 Capitole (2013-2014)
- TD de Droit administratif (Licence 2 Droit et AES), Université Toulouse 1 Capitole (2009-2014)
- TD de Droit public des affaires (Licence 3), Université Toulouse 1 Capitole (2009-2011)
- TD de Droit des actes (Licence 3), Université Toulouse 1 Capitole (2009-2011)
- TD de méthode, Diplôme universitaire Institut d'Études internationales et de développement, Université Toulouse 1 Capitole (2009-2011)

PUBLICATIONS

1. OUVRAGE

1. *Recherche sur le régime des actions et participations financières publiques*, Paris : LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, Tome 279, 2014, 582 pages

2. PARTICIPATION A DES OUVRAGES COLLECTIFS

1. « L'État et la parité : permanence et changements », in S. Regourd, D. Guignard, S. Hamdouni, F. de la Morena (dir.), *De la permanence et du changement de l'État*, IDETCOM, PUSS, LGDJ, à paraître 2015.

3. ARTICLES

1. « Le juge administratif et la médiation concernant les entreprises », *Semaine juridique Édition Administrations et collectivités territoriales*, n°17, 27 avril 2015, étude 2109

2. « Prévention et dissuasion dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue française de droit administratif*, 2014-6, p. 1149

3. « Réflexions sur le principe de transparence », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2014-3, p. 677

4. « L'open data, la réutilisation des données publiques entre exigence démocratique et valorisation économique », *Semaine juridique Édition Administrations et collectivités territoriales*, n°7, 2014, étude 2038

5. « Durée du contrat et durée d'amortissement », *Revue Droit administratif*, n°3, 2013, étude 6, p. 16.

4. NOTES DE JURISPRUDENCE

1. « Quand l'absence d'autorisation de signer le contrat n'est pas constitutive d'un vice du consentement au nom du principe de loyauté des relations contractuelles », note sous CE, 8 octobre 2014, n°370588, *Commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue*, *Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2015-1, p.41

2. « Rappel didactique des règles entourant le recours de plein contentieux tendant à la reprise des relations contractuelles », *Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2014-11, p. 559.

3. « La décision non formalisée d'attribution d'un logement de fonction à titre gratuit peut être créatrice de droits », note sous CAA Marseille, 18 juin 2013, n°11MA02681, *Commune du Muy c/ Mme G.*, *Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2013-11, p. 520.

4. « L'illégalité d'une décision de résiliation pour motif d'intérêt général peut amener le juge du contrat à prononcer la poursuite des relations contractuelles », note sous CAA Nancy, 28 mars 2013,

- n°12NC01362, *Commune d'Aubigny-les-Pothées, Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2013-9, p.428
5. « Résiliation pour motif d'intérêt général d'une DSP : interdiction d'indemniser les biens de retour à un montant supérieur à leur valeur nette comptable », note sous CAA Lyon, 28 février 2013, n°12LY01332, *Société des remontées mécaniques Les Houches-Saint Gervais, Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2013-6, p. 299.
6. « Indemnisation des frais financiers au titre des dépenses utiles en cas de nullité d'une délégation de service public », note sous CE, 7 décembre 2012, n°351752, *Commune de Castres, Actualité Juridique Collectivités Territoriales*, 2013-5, p. 248.
7. « La protection des biens publics : l'inconstitutionnalité du transfert de biens opéré en faveur de l'AFPA », note sous Cons. const., déc. 17 déc. 2010, n°2010-67/86 QPC, *Revue Droit administratif*, n°3, mars 2011, comm. 30.

5. COMMUNICATIONS ORALES (COLLOQUES AVEC PUBLICATION DES ACTES)

1. « La solidarité et l'égalité des collectivités et des territoires », *La réforme territoriale : pour quoi faire ?*, Université d'Auvergne, 23 novembre 2015
2. « Entre transparence et secret, réflexion sur le périmètre d'un droit de l'homme à alerter », Colloque *Lanceurs d'alerte & droit de l'homme*, Université Paris Ouest Nanterre, 9-10 avril 2015, La Documentation française, Coll. Les colloques CNCDH, à paraître 2016
3. « La production normative à l'aune de l'exigence de performance », Troisièmes journées juridiques franco-polonaises, *Les sources du droit dans les pays européens et francophones*, Université de Jagellonne, Cracovie, 21-22 novembre 2014, Mare & Martin, coll. Droit public, à paraître 2015.
4. « Le juge administratif et la médiation concernant les entreprises », *La médiation dans les activités économiques*, Colloque de l'Institut de droit privé, Université Toulouse 1 Capitole, 16 et 17 octobre 2014.
5. « Capitaux, IDE et attractivité territoriale ou le voyage à l'aune de la compétitivité territoriale », colloque international, *Variations juridiques sur le thème du voyage*, IFR « Mutations des normes juridiques », Université Toulouse 1 Capitole, 19 et 20 juin 2014, Presses UT1 Capitole, LGDJ, coll. Actes de colloque de l'IFR, n°21, p. 169